

DEMANDE DE TRANSFERT VERS UN PER LIGNAGE

Contrat d'assurance collective sur la vie souscrit par l'association ADRECO (numéro d'identification : 481 464 980/GP37)
 auprès d'ORADEA VIE dans le cadre de l'article L142-1 et suivants du Code Monétaire et Financier
 et dans le cadre fiscal du « Plan d'Épargne Retraite » (PER).

Autorité chargée du contrôle : Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)
 4 place de Budapest, CS92459 - 75436 Paris Cedex 09

Destinataire : ORADEA VIE ORLEANS

42 boulevard Alexandre Martin - 45057 Orléans Cedex 1

A COMPLÉTER EN LETTRES MAJUSCULES

RÉSERVÉ À L'ASSUREUR

N° de contrat _____

RÉSERVÉ À L'APPORTEUR

Nom et code de l'apporteur :

Nom et code du bureau (le cas échéant) :

Nom et code du conseiller commercial :

ADHÉRENT / ASSURÉ

☐ M ☐ Mme Nom

Prénom Nom de naissance

Date de naissance

Lieu de naissance : Commune..... Département ou Pays

Adresse :

Code postal Ville

Pays

ÉTABLISSEMENT GESTIONNAIRE DE(S) L'ANCIEN(S) CONTRAT(S)

Nom de(s) l'établissement(s) gestionnaire(s) :

Nom de(s) l'interlocuteur(s) :

Adresse(s) :

Code postal Ville

Téléphone(s) Fax :

Email(s)

RÉFÉRENCES DU/DES CONTRAT(S) DONT LES SOMMES SONT TRANSFÉRÉES

☐ PERP ☐ MADELIN ☐ PER ☐ PREFON ☐ COREM ☐ PERCO ☐ Article 83

Références du/des contrat(s) :

Nom du/des contrat(s) :

Date d'ouverture du/des contrat(s) (JJ/MM/AAAA) :

Indiquez le montant estimé du transfert, net de frais de sortie éventuels, à côté du/des compartiment(s) concerné(s) :

Versements volontaires		Enveloppe collective	
PERP, Madelin, PER (C1/C1 bis), PREFON, COREM, Article 83 (seulement les versements volontaires)		PERCO, PER (C2)	Article 83, PER (C3)
Compartiment (C1) Epargne retraite volontaire déductible	Compartiment (C1 bis) Epargne retraite volontaire non déductible	Compartiment (C2) Epargne retraite temps et salariale	Compartiment (C3) Epargne retraite obligatoire
..... EUR EUR EUR EUR

DEMANDE DE TRANSFERT

Frais à l'entrée : % (4,5% maximum)

☐ **Vers mon adhésion au contrat PER Lignage :**

A la date de ma demande de transfert je suis d'ores et déjà adhérent au contrat PER Lignage dont les références sont les suivantes :

N° d'adhésion Date d'effet de l'adhésion

☐ Au titre d'une nouvelle adhésion au contrat PER Lignage :

Pour une nouvelle adhésion au contrat PER LIGNAGE, le document intitulé « Demande d'adhésion au contrat PER LIGNAGE » doit être joint à la présente demande de transfert.

RÉPARTITION DES SOMMES TRANSFÉRÉES SUR UN CONTRAT

Vous devez choisir un mode de gestion par compartiment :

- Si vous optez pour la **Gestion HORIZON RETRAITE** sur l'un de vos compartiments – Le montant de votre épargne transférée sur ce compartiment sera investi en conformité avec la grille d'allocation de l'épargne attachée au contrat, en vigueur à la date d'effet du transfert. Vous devez également choisir un profil de gestion pour chaque compartiment.
- Si vous optez pour la **Gestion LIBRE** sur l'un de vos compartiments – Le montant de votre épargne transférée sera investi sur ce compartiment selon votre choix de répartition entre les différents supports d'investissement que vous aurez choisis dans le tableau dédié à chaque compartiment.

Si vous transférez les sommes vers un compartiment existant :

- Vous devez obligatoirement choisir le type de gestion en vigueur sur votre compartiment existant.
- Si le compartiment existant est en Gestion Libre, vous devez obligatoirement indiquer la répartition choisie entre les différents supports d'investissement du contrat dans le tableau dédié au compartiment concerné.

Cochez-le ou les compartiment(s) choisi(s) réceptacles du transfert et indiquez pour chacun d'eux le mode de gestion (obligatoire) :

☐ C1 : ÉPARGNE RETRAITE VOLONTAIRE DÉDUCTIBLE

A noter : dans le cadre d'une nouvelle adhésion, le mode de gestion choisi dans la présente demande de transfert, pour le compartiment C1 (épargne retraite volontaire déductible) doit être identique à celui choisi dans la demande d'adhésion.

- ☐ Gestion HORIZON RETRAITE : ☐ PROFIL ÉQUILIBRE ☐ PROFIL PRUDENT ☐ PROFIL DYNAMIQUE
- ☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Épargne retraite volontaire déductible » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

Libellés des supports choisis*	Codes ISIN	Pourcentage du montant transféré brut de frais (Minimum 50 EUR par support)
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
TOTAL		100 %

RÉPARTITION DES SOMMES TRANSFÉRÉES SUR UN CONTRAT (SUITE)

☐ C1 bis : ÉPARGNE RETRAITE VOLONTAIRE NON DÉDUCTIBLE

A noter : dans le cadre d'une nouvelle adhésion, le mode de gestion choisi dans la présente demande de transfert, pour le compartiment C1 bis (épargne retraite volontaire non déductible), doit être identique à celui choisi dans la demande d'adhésion.

- ☐ Gestion HORIZON RETRAITE : ☐ PROFIL ÉQUILIBRE ☐ PROFIL PRUDENT ☐ PROFIL DYNAMIQUE
- ☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Epargne retraite volontaire non déductible » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

[illegible]

☐ **C2 : ÉPARGNE RETRAITE TEMPS ET SALARIALE**

- ☐ Gestion HORIZON RETRAITE : ☐ PROFIL ÉQUILIBRE ☐ PROFIL PRUDENT ☐ PROFIL DYNAMIQUE
- ☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Epargne retraite temps et salariale » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

Libellés des supports choisis*	Codes ISIN	Pourcentage du montant transféré brut de frais (Minimum 50 EUR par support)
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
TOTAL		100 %

RÉPARTITION DES SOMMES TRANSFÉRÉES SUR UN CONTRAT (SUITE)

☐ **C3 : ÉPARGNE RETRAITE OBLIGATOIRE**☐ Gestion HORIZON RETRAITE :

☐ PROFIL ÉQUILIBRE

☐ PROFIL PRUDENT

□ PROFIL DYNAMIQUE

☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Épargne retraite obligatoire » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

Libellés des supports choisis*	Codes ISIN	Pourcentage du montant transféré brut de frais (Minimum 50 EUR par support)
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
TOTAL		100 %

* En cas de transfert sur un contrat existant depuis moins de 30 jours ou vers un nouveau contrat, la partie du transfert affectée à un support OPCI/SCPI est d'abord investie sur le support d'attente d'investissement de référence. Ce support est exprimé en unités de compte venant en représentation d'actifs monétaires. Passé ce délai de 30 jours, le montant affecté à un support OPCI est, dans un premier temps, investi sur le support d'attente de référence exprimé en unités de compte venant en représentation d'actifs monétaires (cf. votre Notice d'Information).

Si la répartition se fait sur plus de supports, vous devrez indiquer dans une lettre datée et signée, jointe à la présente demande de transfert, le détail de la répartition souhaitée.

ACCORD SPÉCIFIQUE EN CAS D'INVESTISSEMENT SUR LA GESTION LIBRE OU SUR LE PROFIL DYNAMIQUE DE LA GESTION HORIZON RETRAITE

Si vous avez opté pour la Gestion LIBRE ou le profil Dynamique de la Gestion HORIZON RETRAITE, la réglementation du PER prévoit que vos versements seront investis sur les supports que vous avez choisis ou que la société de gestion aura sélectionnés selon sa stratégie financière sous réserve de donner votre accord sur la mention suivante :

« J'ai opté pour la Gestion LIBRE ou le profil Dynamique de la Gestion HORIZON RETRAITE dans le cadre du contrat PER Lignage. Conformément à l'article L. 224-3 du Code monétaire et financier je demande expressément que mon épargne ne soit pas soumise aux règles de sécurisation progressive de l'épargne du profil Équilibré. J'ai parfaitement conscience que ma demande peut avoir pour conséquence une diminution significative de la rente ou du capital qui me sera versé lors de la liquidation de mes droits si l'évolution des marchés financiers d'ici là a été défavorable. »

Fait à, le

Signature de l'Adhérent/Assuré précédée de la mention « lu et approuvé ».

COMPARATIF DES CONTRATS

Le présent tableau reprend, sans être exhaustif, les principales caractéristiques des contrats PERP, Madelin, PREFON, COREM, PERCO, Article 83 et du PER LIGNAGE pour vous permettre d'en apprécier les principales différences et de prendre une décision en toute connaissance de cause.

Vous êtes informé que le transfert entraîne la perte des caractéristiques et garanties attachées au contrat transféré, et à ce titre, il convient de vérifier les conséquences de ce transfert au regard principalement des éventuelles garanties de taux dont vous pourriez bénéficier sur le support en euros, des modalités de la garantie en cas de décès, ainsi que des frais de toute nature.

Concernant le régime fiscal et social applicable, il est à préciser que chacun des produits relève d'un régime spécifique propre et qu'il convient, préalablement à tout transfert vers un PER LIGNAGE, d'examiner les conséquences fiscales issues d'un tel transfert (régime applicable lors du(les) versement(s), lors du règlement des prestations (en capital ou sous forme de rente viagère), et en cas de décès).

Notamment, en cas de transfert d'un contrat PERCO, vous serez soumis au régime social du nouveau contrat PER LIGNAGE sur les produits afférents aux versements antérieurs au transfert, ce qui aura comme conséquence de vous faire perdre le bénéfice des « taux historiques » de prélèvements sociaux applicables actuellement au PERCO sur les versements antérieurs au 1^{er} janvier 2018.

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
NATURE DU CONTRAT	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire, prévu à l'article L. 144-2 du Code des assurances, dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire, prévu à l'article L. 144-1 du Code des assurances, dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	Ce contrat est prévu par le Code de la mutualité et notamment les articles L. 222-1 et suivants. Il a pour objet la constitution et le service d'un complément de retraite viager par points. Il est souscrit par une personne morale ou un employeur et le contrat peut être à adhésion obligatoire ou facultative.	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire par points prévu aux articles L. 441-1 et suivants du Code des assurances. Ainsi, chaque cotisation versée donne droit à un nombre de points correspondant au montant du versement (selon la classe de cotisation) et l'âge du titulaire au moment où est réalisé le versement.	Le PERCO est un dispositif de retraite supplémentaire dont les versements sont affectés à l'acquisition de titres financiers au travers de supports de placement.	Ce contrat d'assurance est un contrat de retraite supplémentaire à adhésion obligatoire dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	
QUALITÉ DE L'ADHÉRENT	Tous les actifs, salariés ou non-salariés.	Réservé aux travailleurs non-salariés non agricoles ou agricoles.	Personne physique ayant la qualité de membre ou salarié d'une personne morale ou d'un employeur, souscripteur d'un contrat collectif à adhésion facultative ou obligatoire.	Les agents de l'État et des collectivités locales.	Personne physique ayant la qualité de salarié, de dirigeant ou de chef d'entreprise (voire son conjoint ou partenaire de PACS ayant le statut de conjoint collaborateur ou associé) d'une entreprise ayant au moins 1 salarié et moins de 250 salariés, anciens salariés (sous certaines conditions).	Personne physique ayant la qualité de salarié de l'entreprise mettant en place le contrat.	Tous les actifs, inactifs, salariés ou non-salariés	
REVALORISATION DU CONTRAT	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Ce contrat ne prévoit pas de participation aux bénéfices contractuelle. La revalorisation des droits s'opère selon les règles spécifiques applicables à ce type de régime (voir dispositions contractuelles).	Ce contrat ne prévoit pas de participation aux bénéfices contractuelle. La revalorisation des droits s'opère selon les règles spécifiques applicables à ce type de régime (voir dispositions contractuelles).	La valeur des supports de placement sur lesquels sont investis les avoirs des titulaires, qui reflète la valeur des actifs sous-jacents, dépend en particulier de l'évolution des marchés financiers.	L'assureur fait participer les adhérents aux résultats techniques et financiers du support Sécurité (euros). S'agissant des supports en unité de compte, leur valeur, qui reflète la valeur des actifs sous-jacents, dépend en particulier de l'évolution des marchés financiers.	L'Assureur fait participer les adhérents au contrat aux résultats techniques et financiers du plan, distinctement pour chaque support (voir dispositions contractuelles).	
TAUX D'INTÉRÊT TECHNIQUE	0%	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Non	Non	Non	Voir dispositions contractuelles	Non
GARANTIES COMPLÉMENTAIRES	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Garantie en cas de décès pendant la phase de constitution (versée sous forme de rente)	Garantie en cas de décès pendant la phase de constitution des droits. Garantie allocation d'orphelin.	Non	Voir dispositions contractuelles	Existence d'une garantie complémentaire en cas de décès.	

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
COTISATIONS	Voir dispositions contractuelles.	Le versement des primes ou cotisations doit présenter un caractère régulier dans son montant et sa périodicité. Voir dispositions contractuelles.	Versements de cotisations annuelles, dont le montant est défini par l'adhérent, ainsi que des versements libres dits exceptionnels. Lorsque l'adhérent atteint l'âge limite de 74 ans, les versements s'arrêtent à la fin de l'année civile. L'ensemble des cotisations et versements ne peuvent excéder un montant maximal (voir dispositions contractuelles). La valeur d'acquisition du point COREM est prévue contractuellement.	Choix par le titulaire d'une classe de cotisation, laquelle peut être modifiée annuellement, qui détermine le montant des versements qui doivent être réalisés sur le contrat.	Versements libres ou programmés du titulaire (dans la limite de 25% de rémunération annuelle brute) Intéressement Participation de l'entreprise Le cas échéant, abondement de l'entreprise Les droits inscrits au Compte épargne temps (CET) ou à défaut, les sommes correspondant à dix jours maximum de repos non pris (le congé annuel ne peut être affecté que pour sa durée excédant 24 jours ouvrables) Transfert de sommes issues d'un PEE	Cotisations obligatoires versées par l'entreprise et/ou le salarié. Versements libres ou programmés du titulaire Les droits inscrits au Compte épargne temps (CET), ou à défaut, les sommes correspondant à 10 jours maximum de repos non pris (le congé annuel ne peut être affecté que pour sa durée excédant 24 jours ouvrables) (voir dispositions contractuelles).	Versements libres ou programmés au choix du titulaire sans âge limite de versement.	
MODALITÉS DE GESTION FINANCIERE	Par défaut, les versements sont affectés selon une allocation respectant des seuils prévus par la réglementation, (gestion dite pilotée comprenant une grille permettant de réduire progressivement les risques financiers). A minima une grille réglementaire + possibilité d'opter pour la gestion libre.	Choix pour l'assureur de proposer une allocation prédéfinie (gestion dite pilotée comprenant une grille déterminée par l'assureur) et/ou une gestion libre.	Pas de gestion financière due à la forme du régime (par points).	Pas de gestion financière dû à la forme du régime (par points).	Par défaut, les versements sont affectés en gestion dite pilotée comprenant au moins une grille permettant de réduire progressivement les risques financiers, telle que prévue par la réglementation, ainsi que la possibilité d'opter pour la gestion libre.	Choix pour l'assureur de proposer une allocation prédéfinie (gestion dite pilotée comprenant une grille déterminée par l'assureur) et/ou une gestion libre (voir dispositions contractuelles)	Par défaut, les versements sont affectés selon l'allocation du profil d'investissement « équilibré horizon retraite », tel que prévu par la réglementation (gestion dite pilotée comprenant une grille permettant de réduire progressivement les risques financiers). 3 grilles réglementaires sont proposées (prudente, équilibrée (par défaut), dynamique) + possibilité d'opter pour la gestion libre.	
COMPTABILITÉ AUXILIAIRE	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation prévue à l'article L. 144-2 du Code des assurances, spécifique aux PERP.	Voir dispositions contractuelles.	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation prévue à l'article L. 222-6 du Code de la mutualité.	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation, prévue à l'article L. 441-8 du Code des assurances, spécifique au contrat Prefon.	Non	Voir dispositions contractuelles	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation prévue à l'article L. 142-4 du Code des assurances, spécifique aux PER (avec possibilité d'intégrer d'autres produits de retraite).	
FACILITÉ DE TRANSFERTS SORTANTS	Les droits individuels d'un PERP peuvent être transférés vers un PERP ou un Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels d'un contrat Madelin peuvent être transférés vers un autre contrat, notamment vers un PERP, un article 83, un autre contrat Madelin ou un Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite (dans la limite d'un transfert tous les 3 ans si le titulaire n'a pas quitté l'entreprise ayant mis en place le PERCO).	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite (sous réserve que le salarié ne soit plus tenu d'y adhérer)	Les droits individuels du PER LIGNAGE peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite.	

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
FACULTÉ DE SORTIE AVANT L'ÉCHÉANCE (EN CAPITAL UNIQUEMENT)	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances). Sortie sous conditions pour les PERP de faible encours (prévue à L. 144-2 dudit Code). Sortie en capital sous conditions (à compter de la retraite ou de l'âge de 62 ans) pour l'achat de la première résidence principale.	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances).	Non	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances).	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 224-4 du Code monétaire et financier). Sortie anticipée pour achat de la résidence principale (hormis pour les versements obligatoires, lesquels ne pourront être rachetés pour ce motif).	Les cas de déblocages anticipés s'appliquant au PERCO sont définis à l'article R. 3334-4 du code du travail. Il s'agit des cas suivants : - décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité ; - expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire ; - invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité ; - situation de surendettement du participant ; - affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel.	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances).	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 224-4 du Code monétaire et financier). Sortie anticipée pour achat de la résidence principale (hormis pour les versements obligatoires, lesquels ne pourront être rachetés pour ce motif).
MODALITÉS DE SORTIES À L'ÉCHÉANCE	Sortie en rente viagère et/ou en capital (pour 20% maximum des encours).	Sortie en rente viagère.	La sortie peut être effectuée à compter de l'âge minimum requis pour la liquidation de la rente, fixée à date, à 62 ans. Si l'adhérent n'a pas demandé la liquidation après son 75 ^{ème} anniversaire, l'Union Mutualiste Retraite y procède d'office sous forme de rente viagère non réversible. L'adhérent a toutefois la possibilité de demander la sortie à compter de l'âge de 55 ans. Le cas échéant, un coefficient d'anticipation s'applique. A l'inverse, en cas de sortie après l'âge de 62 ans, des coefficients d'ajournement s'appliquent (voir dispositions contractuelles).	Sortie en rente viagère. Faculté de sortir 20% en capital (conformément à l'article L. 132-23 du Code des assurances) et 80% en rente viagère. La sortie peut être effectuée à compter de l'âge minimum requis pour la liquidation de la rente. En cas de sortie avant l'âge de 60 ans, un coefficient d'anticipation s'applique. A l'inverse, en cas de sortie après l'âge de 60 ans, des coefficients d'ajournement s'appliquent (voir dispositions contractuelles).	Sortie en rente viagère et/ou en capital (hormis pour les versements obligatoires lesquels ne pourront être rachetés, par principe, qu'en rente viagère). La sortie peut être effectuée à compter de la liquidation de la retraite de l'adhérent dans un régime de base ou à l'âge mentionné à l'article L. 161-17-2 du Code de la sécurité sociale (62 ans).	Sortie en rente viagère uniquement ou en rente viagère et/ou capital (voir règlement du PERCO). La sortie peut être effectuée à compter de la liquidation de la retraite de l'adhérent dans un régime de base.	Sortie en rente viagère. La sortie peut être effectuée à compter de la liquidation de la retraite de l'adhérent dans un régime de base ou à l'âge mentionné à l'article L. 161-17-2 du Code de la sécurité sociale (62 ans).	Sortie en rente viagère et/ou en capital (hormis pour les versements obligatoires, lesquels ne pourront être rachetés, par principe, qu'en rente viagère).
GARANTIE DE TABLE DE MORTALITÉ À L'ADHESION	Voir conditions contractuelles.	Voir conditions contractuelles.	Non	Non	Non	Non	Voir dispositions contractuelles	Non

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
FRAIS	Voir conditions contractuelles.	Voir conditions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Voir règlement du PERCO	Voir dispositions contractuelles	<ul style="list-style-type: none"> Frais à l'entrée et frais sur versements : 4,50% maximum Frais en cours de vie de l'adhésion : <ul style="list-style-type: none"> Sur le support Sécurité en euros : frais de gestion maximum de 0,84 % annuels Sur les supports en unités de compte : frais de gestion maximum de 0,96 % annuels Sur les supports SCPI : frais de gestion annuels de 1,193% par an. En phase de rente : frais de gestion maximum de 0,84% annuels. Frais sur arbitrage (hors Gestion Horizon Retraite) : 0,50% des sommes arbitrées, dans la limite de 75 EUR par opération. <p>A ce taux s'ajoute 0,50 % pour un arbitrage provenant d'un programme d'arbitrages.</p> <ul style="list-style-type: none"> Frais en cas de transfert en sortie avant le 5^e anniversaire de l'adhésion et avant 62 ans : 1% maximum de l'épargne constituée transférée.
TARIFICATION DES RENTES EN L'ABSENCE DE GARANTIE DE TABLE	Utilisation de la table de mortalité en vigueur au jour de la demande de liquidation. Pour les contrats souscrits avant le 21/12/2012, l'assureur peut utiliser la table de mortalité spécifique à votre sexe.	Utilisation de la table de mortalité en vigueur au jour de la demande de liquidation. Pour les contrats souscrits avant le 21/12/2012, l'assureur peut utiliser la table de mortalité spécifique à votre sexe.					Utilisation de la table de mortalité en vigueur au jour de la demande de liquidation. L'assureur peut utiliser la table de mortalité spécifique à votre sexe.	Utilisation de la table de mortalité réglementaire en vigueur au jour de la demande de liquidation y compris en cas de transfert de contrats souscrits avant le 21/12/2012.

L'adhérent déclare avoir reçu un exemplaire de la présente demande de transfert, ainsi que le Document d'Information Clé pour l'Investisseur pour chaque OPC (Organisme de Placements Collectifs) choisi comme unité de compte, ou à défaut le document décrivant les caractéristiques principales des unités de compte choisies et le cas échéant de l'avenant/annexe concernant les supports ci-dessus choisis. Il certifie avoir pris connaissance des dispositions contenues dans ces documents.

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES :

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent document sont nécessaires pour la gestion de votre demande et l'exécution de votre contrat avec ORADEA VIE, société du Groupe SOGECAP, ainsi que pour répondre à ses obligations réglementaires ou administratives en vigueur telles que la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Elles seront conservées pour la durée de la relation contractuelle ou commerciale et jusqu'à expiration des délais de prescriptions légaux.

Toutes les données sont obligatoires sauf mention particulière figurant dans la documentation.

Ces données ainsi que toute information relative à votre demande pourront, au regard des finalités mentionnées ci-dessus, être communiquées aux autorités compétentes de type autorités fiscales, aux personnes morales du Groupe SOGECAP et du groupe SOCIETE GENERALE ainsi qu'en cas de besoin, à ses sous-traitants et prestataires, dans les limites nécessaires à l'exécution des finalités. Les transferts de données à caractère personnel rendus nécessaires interviennent dans des conditions et sous des garanties propres à assurer la confidentialité et la sécurité de ces données.

Vous pouvez consulter la page accessible à l'adresse <https://www.oradeavie.fr/fr/oradea-vie/donnees-personnelles/> pour obtenir plus d'informations sur la politique de protection des données du Groupe SOGECAP et sur les finalités de traitement de ces données.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, ainsi que de limitation du traitement. Vous pouvez également vous opposer à ce que vos données fassent l'objet d'un traitement, étant entendu que l'exercice de ce droit peut entraîner l'impossibilité pour ORADEA VIE d'exécuter votre demande.

Ces droits peuvent être exercés auprès ORADEA VIE - Direction de la Conformité - Service Protection des données - 17 bis place des Reflets - 92919 Paris La Défense Cedex, ou en suivant les instructions sur la page accessible à l'adresse <https://www.oradeavie.fr/fr/oradea-vie/donnees-personnelles/>.

Vous avez également le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Fait en trois exemplaires à, le

Signature de l'adhérent-assuré :

DEMANDE DE TRANSFERT VERS UN PER LIGNAGE

Contrat d'assurance collective sur la vie souscrit par l'association ADRECO (numéro d'identification : 481 464 980/GP37)
auprès d'ORADEA VIE dans le cadre de l'article L142-1 et suivants du Code Monétaire et Financier
et dans le cadre fiscal du « Plan d'Épargne Retraite » (PER).

Autorité chargée du contrôle : Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)
4 place de Budapest, CS92459 - 75436 Paris Cedex 09

Destinataire : ADHÉRENT / ASSURÉ

A COMPLÉTER EN LETTRES MAJUSCULES

RÉSERVÉ À L'ASSUREUR

N° de contrat _____

RÉSERVÉ À L'APPORTEUR

Nom et code de l'apporteur :

Nom et code du bureau (le cas échéant) :

Nom et code du conseiller commercial :

ADHÉRENT / ASSURÉ

☐ M ☐ Mme Nom

Prénom Nom de naissance

Date de naissance

Lieu de naissance : Commune..... Département ou Pays

Adresse :

Code postal Ville

Pays

ÉTABLISSEMENT GESTIONNAIRE DE(S) L'ANCIEN(S) CONTRAT(S)

Nom de(s) l'établissement(s) gestionnaire(s) :

Nom de(s) l'interlocuteur(s) :

Adresse(s) :

Code postal Ville

Téléphone(s) Fax :

Email(s)

RÉFÉRENCES DU/DES CONTRAT(S) DONT LES SOMMES SONT TRANSFÉRÉES

☐ PERP ☐ MADELIN ☐ PER ☐ PREFON ☐ COREM ☐ PERCO ☐ Article 83

Références du/des contrat(s) :

Nom du/des contrat(s) :

Date d'ouverture du/des contrat(s) (JJ/MM/AAAA) :

Indiquez le montant estimé du transfert, net de frais de sortie éventuels, à côté du/des compartiment(s) concerné(s) :

Versements volontaires		Enveloppe collective	
PERP, Madelin, PER (C1/C1 bis), PREFON, COREM, Article 83 (seulement les versements volontaires)		PERCO, PER (C2)	Article 83, PER (C3)
Compartiment (C1) Epargne retraite volontaire déductible	Compartiment (C1 bis) Epargne retraite volontaire non déductible	Compartiment (C2) Epargne retraite temps et salariale	Compartiment (C3) Epargne retraite obligatoire
..... EUR EUR EUR EUR

DEMANDE DE TRANSFERT

Frais à l'entrée : % (4,5% maximum)

☐ **Vers mon adhésion au contrat PER Lignage :**

A la date de ma demande de transfert je suis d'ores et déjà adhérent au contrat PER Lignage dont les références sont les suivantes :

N° d'adhésion Date d'effet de l'adhésion

☐ **Au titre d'une nouvelle adhésion au contrat PER Lignage :**

Pour une nouvelle adhésion au contrat PER LIGNAGE, le document intitulé « Demande d'adhésion au contrat PER LIGNAGE » doit être joint à la présente demande de transfert.

RÉPARTITION DES SOMMES TRANSFÉRÉES SUR UN CONTRAT

Vous devez choisir un mode de gestion par compartiment :

- Si vous optez pour la **Gestion HORIZON RETRAITE** sur l'un de vos compartiments – Le montant de votre épargne transférée sur ce compartiment sera investi en conformité avec la grille d'allocation de l'épargne attachée au contrat, en vigueur à la date d'effet du transfert. Vous devez également choisir un profil de gestion pour chaque compartiment.
- Si vous optez pour la **Gestion LIBRE** sur l'un de vos compartiments – Le montant de votre épargne transférée sera investi sur ce compartiment selon votre choix de répartition entre les différents supports d'investissement que vous aurez choisis dans le tableau dédié à chaque compartiment.

Si vous transférez les sommes vers un compartiment existant :

- Vous devez obligatoirement choisir le type de gestion en vigueur sur votre compartiment existant.
- Si le compartiment existant est en Gestion Libre, vous devez obligatoirement indiquer la répartition choisie entre les différents supports d'investissement du contrat dans le tableau dédié au compartiment concerné.

Cochez-le ou les compartiment(s) choisi(s) réceptacles du transfert et indiquez pour chacun d'eux le mode de gestion (obligatoire) :

☐ C1 : ÉPARGNE RETRAITE VOLONTAIRE DÉDUCTIBLE

A noter : dans le cadre d'une nouvelle adhésion, le mode de gestion choisi dans la présente demande de transfert, pour le compartiment C1 (épargne retraite volontaire déductible) doit être identique à celui choisi dans la demande d'adhésion.

- ☐ Gestion HORIZON RETRAITE : ☐ PROFIL ÉQUILIBRE ☐ PROFIL PRUDENT ☐ PROFIL DYNAMIQUE
- ☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Épargne retraite volontaire déductible » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

[illegible]

RÉPARTITION DES SOMMES TRANSFÉRÉES SUR UN CONTRAT (SUITE)

☐ C1 bis : ÉPARGNE RETRAITE VOLONTAIRE NON DÉDUCTIBLE

A noter : dans le cadre d'une nouvelle adhésion, le mode de gestion choisi dans la présente demande de transfert, pour le compartiment C1 bis (épargne retraite volontaire non déductible), doit être identique à celui choisi dans la demande d'adhésion.

- ☐ Gestion HORIZON RETRAITE : ☐ PROFIL ÉQUILIBRE ☐ PROFIL PRUDENT ☐ PROFIL DYNAMIQUE
- ☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Epargne retraite volontaire non déductible » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

Libellés des supports choisis*	Codes ISIN	Pourcentage du montant transféré brut de frais (Minimum 50 EUR par support)
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
TOTAL		100 %

☐ **C2 : ÉPARGNE RETRAITE TEMPS ET SALARIALE**

- ☐ Gestion HORIZON RETRAITE : ☐ PROFIL ÉQUILIBRE ☐ PROFIL PRUDENT ☐ PROFIL DYNAMIQUE
- ☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Epargne retraite temps et salariale » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

Libellés des supports choisis*	Codes ISIN	Pourcentage du montant transféré brut de frais (Minimum 50 EUR par support)
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
TOTAL		100 %

RÉPARTITION DES SOMMES TRANSFÉRÉES SUR UN CONTRAT (SUITE)

☐ C3 : ÉPARGNE RETRAITE OBLIGATOIRE

- ☐ Gestion HORIZON RETRAITE : ☐ PROFIL ÉQUILIBRE ☐ PROFIL PRUDENT ☐ PROFIL DYNAMIQUE
- ☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Épargne retraite obligatoire » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

Libellés des supports choisis*	Codes ISIN	Pourcentage du montant transféré brut de frais (Minimum 50 EUR par support)
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
TOTAL		100 %

* En cas de transfert sur un contrat existant depuis moins de 30 jours ou vers un nouveau contrat, la partie du transfert affectée à un support OPCI/SCPI est d'abord investie sur le support d'attente d'investissement de référence. Ce support est exprimé en unités de compte venant en représentation d'actifs monétaires. Passé ce délai de 30 jours, le montant affecté à un support OPCI est, dans un premier temps, investi sur le support d'attente de référence exprimé en unités de compte venant en représentation d'actifs monétaires (cf. votre Notice d'Information).

Si la répartition se fait sur plus de supports, vous devrez indiquer dans une lettre datée et signée, jointe à la présente demande de transfert, le détail de la répartition souhaitée.

ACCORD SPÉCIFIQUE EN CAS D'INVESTISSEMENT SUR LA GESTION LIBRE OU SUR LE PROFIL DYNAMIQUE DE LA GESTION HORIZON RETRAITE

Si vous avez opté pour la Gestion LIBRE ou le profil Dynamique de la Gestion HORIZON RETRAITE, la réglementation du PER prévoit que vos versements seront investis sur les supports que vous avez choisis ou que la société de gestion aura sélectionnés selon sa stratégie financière sous réserve de donner votre accord sur la mention suivante :

« J'ai opté pour la Gestion LIBRE ou le profil Dynamique de la Gestion HORIZON RETRAITE dans le cadre du contrat PER Lignage. Conformément à l'article L. 224-3 du Code monétaire et financier je demande expressément que mon épargne ne soit pas soumise aux règles de sécurisation progressive de l'épargne du profil Équilibré. J'ai parfaitement conscience que ma demande peut avoir pour conséquence une diminution significative de la rente ou du capital qui me sera versé lors de la liquidation de mes droits si l'évolution des marchés financiers d'ici là a été défavorable. »

Fait à, le

Signature de l'Adhérent/Assuré précédée de la mention « lu et approuvé ».

COMPARATIF DES CONTRATS

Le présent tableau reprend, sans être exhaustif, les principales caractéristiques des contrats PERP, Madelin, PREFON, COREM, PERCO, Article 83 et du PER LIGNAGE pour vous permettre d'en apprécier les principales différences et de prendre une décision en toute connaissance de cause.

Vous êtes informé que le transfert entraîne la perte des caractéristiques et garanties attachées au contrat transféré, et à ce titre, il convient de vérifier les conséquences de ce transfert au regard principalement des éventuelles garanties de taux dont vous pourriez bénéficier sur le support en euros, des modalités de la garantie en cas de décès, ainsi que des frais de toute nature.

Concernant le régime fiscal et social applicable, il est à préciser que chacun des produits relève d'un régime spécifique propre et qu'il convient, préalablement à tout transfert vers un PER LIGNAGE, d'examiner les conséquences fiscales issues d'un tel transfert (régime applicable lors du(les) versement(s), lors du règlement des prestations (en capital ou sous forme de rente viagère), et en cas de décès).

Notamment, en cas de transfert d'un contrat PERCO, vous serez soumis au régime social du nouveau contrat PER LIGNAGE sur les produits afférents aux versements antérieurs au transfert, ce qui aura comme conséquence de vous faire perdre le bénéfice des « taux historiques » de prélèvements sociaux applicables actuellement au PERCO sur les versements antérieurs au 1^{er} janvier 2018.

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
NATURE DU CONTRAT	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire, prévu à l'article L. 144-2 du Code des assurances, dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire, prévu à l'article L. 144-1 du Code des assurances, dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	Ce contrat est prévu par le Code de la mutualité et notamment les articles L. 222-1 et suivants. Il a pour objet la constitution et le service d'un complément de retraite viager par points. Il est souscrit par une personne morale ou un employeur et le contrat peut être à adhésion obligatoire ou facultative.	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire par points prévu aux articles L. 441-1 et suivants du Code des assurances. Ainsi, chaque cotisation versée donne droit à un nombre de points correspondant au montant du versement (selon la classe de cotisation) et l'âge du titulaire au moment où est réalisé le versement.	Le PERCO est un dispositif de retraite supplémentaire dont les versements sont affectés à l'acquisition de titres financiers au travers de supports de placement.	Ce contrat d'assurance est un contrat de retraite supplémentaire à adhésion obligatoire dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	
QUALITÉ DE L'ADHÉRENT	Tous les actifs, salariés ou non-salariés.	Réservé aux travailleurs non-salariés non agricoles ou agricoles.	Personne physique ayant la qualité de membre ou salarié d'une personne morale ou d'un employeur, souscripteur d'un contrat collectif à adhésion facultative ou obligatoire.	Les agents de l'État et des collectivités locales.	Personne physique ayant la qualité de salarié, de dirigeant ou de chef d'entreprise (voire son conjoint ou partenaire de PACS ayant le statut de conjoint collaborateur ou associé) d'une entreprise ayant au moins 1 salarié et moins de 250 salariés, anciens salariés (sous certaines conditions).	Personne physique ayant la qualité de salarié de l'entreprise mettant en place le contrat.	Tous les actifs, inactifs, salariés ou non-salariés	
REVALORISATION DU CONTRAT	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Ce contrat ne prévoit pas de participation aux bénéfices contractuelle. La revalorisation des droits s'opère selon les règles spécifiques applicables à ce type de régime (voir dispositions contractuelles).	Ce contrat ne prévoit pas de participation aux bénéfices contractuelle. La revalorisation des droits s'opère selon les règles spécifiques applicables à ce type de régime (voir dispositions contractuelles).	La valeur des supports de placement sur lesquels sont investis les avoirs des titulaires, qui reflète la valeur des actifs sous-jacents, dépend en particulier de l'évolution des marchés financiers.	L'assureur fait participer les adhérents aux résultats techniques et financiers du support Sécurité (euros). S'agissant des supports en unité de compte, leur valeur, qui reflète la valeur des actifs sous-jacents, dépend en particulier de l'évolution des marchés financiers.	L'Assureur fait participer les adhérents au contrat aux résultats techniques et financiers du plan, distinctement pour chaque support (voir dispositions contractuelles).	
TAUX D'INTÉRÊT TECHNIQUE	0%	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Non	Non	Non	Voir dispositions contractuelles	Non
GARANTIES COMPLÉMENTAIRES	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Garantie en cas de décès pendant la phase de constitution (versée sous forme de rente)	Garantie en cas de décès pendant la phase de constitution des droits. Garantie allocation d'orphelin.	Non	Voir dispositions contractuelles	Existence d'une garantie complémentaire en cas de décès.	

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
COTISATIONS	Voir dispositions contractuelles.	Le versement des primes ou cotisations doit présenter un caractère régulier dans son montant et sa périodicité. Voir dispositions contractuelles.	Versements de cotisations annuelles, dont le montant est défini par l'adhérent, ainsi que des versements libres dits exceptionnels. Lorsque l'adhérent atteint l'âge limite de 74 ans, les versements s'arrêtent à la fin de l'année civile. L'ensemble des cotisations et versements ne peuvent excéder un montant maximal (voir dispositions contractuelles). La valeur d'acquisition du point COREM est prévue contractuellement.	Choix par le titulaire d'une classe de cotisation, laquelle peut être modifiée annuellement, qui détermine le montant des versements qui doivent être réalisés sur le contrat.	Versements libres ou programmés du titulaire (dans la limite de 25% de rémunération annuelle brute) Intéressement Participation de l'entreprise Le cas échéant, abondement de l'entreprise Les droits inscrits au Compte épargne temps (CET) ou à défaut, les sommes correspondant à dix jours maximum de repos non pris (le congé annuel ne peut être affecté que pour sa durée excédant 24 jours ouvrables) Transfert de sommes issues d'un PEE	Cotisations obligatoires versées par l'entreprise et/ou le salarié. Versements libres ou programmés du titulaire Les droits inscrits au Compte épargne temps (CET), ou à défaut, les sommes correspondant à 10 jours maximum de repos non pris (le congé annuel ne peut être affecté que pour sa durée excédant 24 jours ouvrables) (voir dispositions contractuelles).	Versements libres ou programmés au choix du titulaire sans âge limite de versement.	
MODALITÉS DE GESTION FINANCIÈRE	Par défaut, les versements sont affectés selon une allocation respectant des seuils prévus par la réglementation, (gestion dite pilotée comprenant une grille permettant de réduire progressivement les risques financiers). A minima une grille réglementaire + possibilité d'opter pour la gestion libre.	Choix pour l'assureur de proposer une allocation prédéfinie (gestion dite pilotée comprenant une grille déterminée par l'assureur) et/ou une gestion libre.	Pas de gestion financière due à la forme du régime (par points).	Pas de gestion financière dû à la forme du régime (par points).	Par défaut, les versements sont affectés en gestion dite pilotée comprenant au moins une grille permettant de réduire progressivement les risques financiers, telle que prévue par la réglementation, ainsi que la possibilité d'opter pour la gestion libre.	Choix pour l'assureur de proposer une allocation prédéfinie (gestion dite pilotée comprenant une grille déterminée par l'assureur) et/ou une gestion libre (voir dispositions contractuelles)	Par défaut, les versements sont affectés selon l'allocation du profil d'investissement « équilibré horizon retraite », tel que prévu par la réglementation (gestion dite pilotée comprenant une grille permettant de réduire progressivement les risques financiers). 3 grilles réglementaires sont proposées (prudente, équilibrée (par défaut), dynamique) + possibilité d'opter pour la gestion libre.	
COMPTABILITÉ AUXILIAIRE	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation prévue à l'article L. 144-2 du Code des assurances, spécifique aux PERP.	Voir dispositions contractuelles.	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation prévue à l'article L. 222-6 du Code de la mutualité.	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation, prévue à l'article L. 441-8 du Code des assurances, spécifique au contrat Prefon.	Non	Voir dispositions contractuelles	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation prévue à l'article L. 142-4 du Code des assurances, spécifique aux PER (avec possibilité d'intégrer d'autres produits de retraite).	
FACULTÉ DE TRANSFERTS SORTANTS	Les droits individuels d'un PERP peuvent être transférés vers un PERP ou un Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels d'un contrat Madelin peuvent être transférés vers un autre contrat, notamment vers un PERP, un article 83, un autre contrat Madelin ou un Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite (dans la limite d'un transfert tous les 3 ans si le titulaire n'a pas quitté l'entreprise ayant mis en place le PERCO).	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite (sous réserve que le salarié ne soit plus tenu d'y adhérer)	Les droits individuels du PER LIGNAGE peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite.	

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
FACULTÉ DE SORTIE AVANT L'ÉCHEANCE (EN CAPITAL UNIQUEMENT)	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances). Sortie sous conditions pour les PERP de faible encours (prévue à L. 144-2 dudit Code). Sortie en capital sous conditions (à compter de la retraite ou de l'âge de 62 ans) pour l'achat de la première résidence principale.	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances).	Non	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances).	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 224-4 du Code monétaire et financier). Sortie anticipée pour achat de la résidence principale (hormis pour les versements obligatoires, lesquels ne pourront être rachetés pour ce motif).	Les cas de déblocages anticipés s'appliquant au PERCO sont définis à l'article R. 3334-4 du code du travail. Il s'agit des cas suivants : - décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité ; - expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire ; - invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité ; - situation de surendettement du participant ; - affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel.	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances).	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 224-4 du Code monétaire et financier). Sortie anticipée pour achat de la résidence principale (hormis pour les versements obligatoires, lesquels ne pourront être rachetés pour ce motif).
	Sortie en rente viagère et/ou en capital (pour 20% maximum des encours).	Sortie en rente viagère.	La sortie peut être effectuée à compter de l'âge minimum requis pour la liquidation de la rente, fixée à date, à 62 ans. Si l'adhérent n'a pas demandé la liquidation après son 75 ^{ème} anniversaire, l'Union Mutualiste Retraite y procède d'office sous forme de rente viagère non réversible. L'adhérent a toutefois la possibilité de demander la sortie à compter de l'âge de 55 ans. Le cas échéant, un coefficient d'anticipation s'applique. A l'inverse, en cas de sortie après l'âge de 62 ans, des coefficients d'ajournement s'appliquent (voir dispositions contractuelles).	Sortie en rente viagère. Faculté de sortir 20% en capital (conformément à l'article L. 132-23 du Code des assurances) et 80% en rente viagère. La sortie peut être effectuée à compter de l'âge minimum requis pour la liquidation de la rente. En cas de sortie avant l'âge de 60 ans, un coefficient d'anticipation s'applique. A l'inverse, en cas de sortie après l'âge de 60 ans, des coefficients d'ajournement s'appliquent (voir dispositions contractuelles).	Sortie en rente viagère et/ou en capital (hormis pour les versements obligatoires lesquels ne pourront être rachetés, par principe, qu'en rente viagère). La sortie peut être effectuée à compter de la liquidation de la retraite de l'adhérent dans un régime de base ou à l'âge mentionné à l'article L. 161-17-2 du Code de la sécurité sociale (62 ans).	Sortie en rente viagère. La sortie peut être effectuée à compter de la liquidation de la retraite de l'adhérent dans un régime de base ou à l'âge mentionné à l'article L. 161-17-2 du Code de la sécurité sociale (62 ans).	Sortie en rente viagère et/ou en capital (hormis pour les versements obligatoires, lesquels ne pourront être rachetés, par principe, qu'en rente viagère).	
MODALITÉS DE SORTIES À L'ÉCHEANCE			Non	Non	Non	Non	Voir dispositions contractuelles	Non
GARANTIE DE TABLE DE MORTALITÉ À L'ADHESION	Voir conditions contractuelles.	Voir conditions contractuelles.	Non	Non	Non	Non	Voir dispositions contractuelles	Non

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
FRAIS	Voir conditions contractuelles.	Voir conditions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Voir règlement du PERCO	Voir dispositions contractuelles	<ul style="list-style-type: none"> Frais à l'entrée et frais sur versements : 4,50% maximum Frais en cours de vie de l'adhésion : <ul style="list-style-type: none"> Sur le support Sécurité en euros : frais de gestion maximum de 0,84 % annuels Sur les supports en unités de compte : frais de gestion maximum de 0,96 % annuels Sur les supports SCPI : frais de gestion annuels de 1,193% par an. En phase de rente : frais de gestion maximum de 0,84% annuels. Frais sur arbitrage (hors Gestion Horizon Retraite) : 0,50% des sommes arbitrées, dans la limite de 75 EUR par opération. <p>A ce taux s'ajoute 0,50 % pour un arbitrage provenant d'un programme d'arbitrages.</p> <ul style="list-style-type: none"> Frais en cas de transfert en sortie avant le 5^e anniversaire de l'adhésion et avant 62 ans : 1% maximum de l'épargne constituée transférée.
TARIFICATION DES RENTES EN L'ABSENCE DE GARANTIE DE TABLE	Utilisation de la table de mortalité en vigueur au jour de la demande de liquidation. Pour les contrats souscrits avant le 21/12/2012, l'assureur peut utiliser la table de mortalité spécifique à votre sexe.	Utilisation de la table de mortalité en vigueur au jour de la demande de liquidation. Pour les contrats souscrits avant le 21/12/2012, l'assureur peut utiliser la table de mortalité spécifique à votre sexe.					Utilisation de la table de mortalité en vigueur au jour de la demande de liquidation. L'assureur peut utiliser la table de mortalité spécifique à votre sexe.	Utilisation de la table de mortalité réglementaire en vigueur au jour de la demande de liquidation y compris en cas de transfert de contrats souscrits avant le 21/12/2012.

L'adhérent déclare avoir reçu un exemplaire de la présente demande de transfert, ainsi que le Document d'Information Clé pour l'Investisseur pour chaque OPC (Organisme de Placements Collectifs) choisi comme unité de compte, ou à défaut le document décrivant les caractéristiques principales des unités de compte choisies et le cas échéant de l'avenant/annexe concernant les supports ci-dessus choisis. Il certifie avoir pris connaissance des dispositions contenues dans ces documents.

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES :

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent document sont nécessaires pour la gestion de votre demande et l'exécution de votre contrat avec ORADEA VIE, société du Groupe SOGECAP, ainsi que pour répondre à ses obligations réglementaires ou administratives en vigueur telles que la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Elles seront conservées pour la durée de la relation contractuelle ou commerciale et jusqu'à expiration des délais de prescriptions légaux.

Toutes les données sont obligatoires sauf mention particulière figurant dans la documentation.

Ces données ainsi que toute information relative à votre demande pourront, au regard des finalités mentionnées ci-dessus, être communiquées aux autorités compétentes de type autorités fiscales, aux personnes morales du Groupe SOGECAP et du groupe SOCIETE GENERALE ainsi qu'en cas de besoin, à ses sous-traitants et prestataires, dans les limites nécessaires à l'exécution des finalités. Les transferts de données à caractère personnel rendus nécessaires interviennent dans des conditions et sous des garanties propres à assurer la confidentialité et la sécurité de ces données.

Vous pouvez consulter la page accessible à l'adresse <https://www.oradeavie.fr/fr/oradea-vie/donnees-personnelles/> pour obtenir plus d'informations sur la politique de protection des données du Groupe SOGECAP et sur les finalités de traitement de ces données.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, ainsi que de limitation du traitement. Vous pouvez également vous opposer à ce que vos données fassent l'objet d'un traitement, étant entendu que l'exercice de ce droit peut entraîner l'impossibilité pour ORADEA VIE d'exécuter votre demande.

Ces droits peuvent être exercés auprès ORADEA VIE - Direction de la Conformité - Service Protection des données - 17 bis place des Reflets - 92919 Paris La Défense Cedex, ou en suivant les instructions sur la page accessible à l'adresse <https://www.oradeavie.fr/fr/oradea-vie/donnees-personnelles/>.

Vous avez également le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Fait en trois exemplaires à, le

Signature de l'adhérent-assuré :

DEMANDE DE TRANSFERT VERS UN PER LIGNAGE

Contrat d'assurance collective sur la vie souscrit par l'association ADRECO (numéro d'identification : 481 464 980/GP37)
auprès d'ORADEA VIE dans le cadre de l'article L142-1 et suivants du Code Monétaire et Financier
et dans le cadre fiscal du « Plan d'Épargne Retraite » (PER).

Autorité chargée du contrôle : Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)
4 place de Budapest, CS92459 - 75436 Paris Cedex 09

Destinataire : PARTENAIRE

A COMPLÉTER EN LETTRES MAJUSCULES

RÉSERVÉ À L'ASSUREUR

N° de contrat _____

RÉSERVÉ À L'APPORTEUR

Nom et code de l'apporteur :

Nom et code du bureau (le cas échéant) :

Nom et code du conseiller commercial :

ADHÉRENT / ASSURÉ

☐ M ☐ Mme Nom

Prénom Nom de naissance

Date de naissance

Lieu de naissance : Commune..... Département ou Pays

Adresse :

Code postal Ville

Pays

ÉTABLISSEMENT GESTIONNAIRE DE(S) L'ANCIEN(S) CONTRAT(S)

Nom de(s) l'établissement(s) gestionnaire(s) :

Nom de(s) l'interlocuteur(s) :

Adresse(s) :

Code postal Ville

Téléphone(s) Fax :

Email(s)

RÉFÉRENCES DU/DES CONTRAT(S) DONT LES SOMMES SONT TRANSFÉRÉES

☐ PERP ☐ MADELIN ☐ PER ☐ PREFON ☐ COREM ☐ PERCO ☐ Article 83

Références du/des contrat(s) :

Nom du/des contrat(s) :

Date d'ouverture du/des contrat(s) (JJ/MM/AAAA) :

Indiquez le montant estimé du transfert, net de frais de sortie éventuels, à côté du/des compartiment(s) concerné(s) :

Versements volontaires		Enveloppe collective	
PERP, Madelin, PER (C1/C1 bis), PREFON, COREM, Article 83 (seulement les versements volontaires)		PERCO, PER (C2)	Article 83, PER (C3)
Compartiment (C1) Epargne retraite volontaire déductible	Compartiment (C1 bis) Epargne retraite volontaire non déductible	Compartiment (C2) Epargne retraite temps et salariale	Compartiment (C3) Epargne retraite obligatoire
..... EUR EUR EUR EUR

DEMANDE DE TRANSFERT

Frais à l'entrée : % (4,5% maximum)

☐ **Vers mon adhésion au contrat PER Lignage :**

A la date de ma demande de transfert je suis d'ores et déjà adhérent au contrat PER Lignage dont les références sont les suivantes :

N° d'adhésion Date d'effet de l'adhésion

☐ **Au titre d'une nouvelle adhésion au contrat PER Lignage :**

Pour une nouvelle adhésion au contrat PER LIGNAGE, le document intitulé « Demande d'adhésion au contrat PER LIGNAGE » doit être joint à la présente demande de transfert.

RÉPARTITION DES SOMMES TRANSFÉRÉES SUR UN CONTRAT

Vous devez choisir un mode de gestion par compartiment :

- Si vous optez pour la **Gestion HORIZON RETRAITE** sur l'un de vos compartiments – Le montant de votre épargne transférée sur ce compartiment sera investi en conformité avec la grille d'allocation de l'épargne attachée au contrat, en vigueur à la date d'effet du transfert. Vous devez également choisir un profil de gestion pour chaque compartiment.
- Si vous optez pour la **Gestion LIBRE** sur l'un de vos compartiments – Le montant de votre épargne transférée sera investi sur ce compartiment selon votre choix de répartition entre les différents supports d'investissement que vous aurez choisis dans le tableau dédié à chaque compartiment.

Si vous transférez les sommes vers un compartiment existant :

- Vous devez obligatoirement choisir le type de gestion en vigueur sur votre compartiment existant.
- Si le compartiment existant est en Gestion Libre, vous devez obligatoirement indiquer la répartition choisie entre les différents supports d'investissement du contrat dans le tableau dédié au compartiment concerné.

Cochez-le ou les compartiment(s) choisi(s) réceptacles du transfert et indiquez pour chacun d'eux le mode de gestion (obligatoire) :

☐ **C1 : ÉPARGNE RETRAITE VOLONTAIRE DÉDUCTIBLE**

A noter : dans le cadre d'une nouvelle adhésion, le mode de gestion choisi dans la présente demande de transfert, pour le compartiment C1 (épargne retraite volontaire déductible) doit être identique à celui choisi dans la demande d'adhésion.

☐ Gestion HORIZON RETRAITE :

☐ PROFIL ÉQUILIBRE

☐ PROFIL PRUDENT

☐ PROFIL DYNAMIQUE

☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Épargne retraite volontaire déductible » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

Libellés des supports choisis*	Codes ISIN	Pourcentage du montant transféré brut de frais (Minimum 50 EUR par support)
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
TOTAL		100 %

RÉPARTITION DES SOMMES TRANSFÉRÉES SUR UN CONTRAT (SUITE)

☐ C1 bis : ÉPARGNE RETRAITE VOLONTAIRE NON DÉDUCTIBLE

A noter : dans le cadre d'une nouvelle adhésion, le mode de gestion choisi dans la présente demande de transfert, pour le compartiment C1 bis (épargne retraite volontaire non déductible), doit être identique à celui choisi dans la demande d'adhésion.

☐ Gestion HORIZON RETRAITE :

☐ PROFIL ÉQUILIBRE

☐ PROFIL PRUDENT

☐ PROFIL DYNAMIQUE

☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Epargne retraite volontaire non déductible » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

Libellés des supports choisis*	Codes ISIN	Pourcentage du montant transféré brut de frais (Minimum 50 EUR par support)
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
TOTAL		100 %

☐ C2 : ÉPARGNE RETRAITE TEMPS ET SALARIALE

☐ Gestion HORIZON RETRAITE :

☐ PROFIL ÉQUILIBRE

☐ PROFIL PRUDENT

☐ PROFIL DYNAMIQUE

☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Epargne retraite temps et salariale » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

Libellés des supports choisis*	Codes ISIN	Pourcentage du montant transféré brut de frais (Minimum 50 EUR par support)
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
		%
TOTAL		100 %

RÉPARTITION DES SOMMES TRANSFÉRÉES SUR UN CONTRAT (SUITE)

☐ **C3 : ÉPARGNE RETRAITE OBLIGATOIRE**

- ☐ Gestion HORIZON RETRAITE : ☐ PROFIL ÉQUILIBRE ☐ PROFIL PRUDENT ☐ PROFIL DYNAMIQUE
- ☐ Gestion LIBRE

Répartition du montant transféré sur le compartiment « Épargne retraite obligatoire » (dans le cadre de la Gestion Libre uniquement) :

[illegible]

* En cas de transfert sur un contrat existant depuis moins de 30 jours ou vers un nouveau contrat, la partie du transfert affectée à un support OPCI/SCPI est d'abord investie sur le support d'attente d'investissement de référence. Ce support est exprimé en unités de compte venant en représentation d'actifs monétaires. Passé ce délai de 30 jours, le montant affecté à un support OPCI est, dans un premier temps, investi sur le support d'attente de référence exprimé en unités de compte venant en représentation d'actifs monétaires (cf. votre Notice d'Information).

Si la répartition se fait sur plus de supports, vous devrez indiquer dans une lettre datée et signée, jointe à la présente demande de transfert, le détail de la répartition souhaitée.

ACCORD SPÉCIFIQUE EN CAS D'INVESTISSEMENT SUR LA GESTION LIBRE OU SUR LE PROFIL DYNAMIQUE DE LA GESTION HORIZON RETRAITE

Si vous avez opté pour la Gestion LIBRE ou le profil Dynamique de la Gestion HORIZON RETRAITE, la réglementation du PER prévoit que vos versements seront investis sur les supports que vous avez choisis ou que la société de gestion aura sélectionnés selon sa stratégie financière sous réserve de donner votre accord sur la mention suivante :

« J'ai opté pour la Gestion LIBRE ou le profil Dynamique de la Gestion HORIZON RETRAITE dans le cadre du contrat PER Lignage. Conformément à l'article L. 224-3 du Code monétaire et financier je demande expressément que mon épargne ne soit pas soumise aux règles de sécurisation progressive de l'épargne du profil Équilibré. J'ai parfaitement conscience que ma demande peut avoir pour conséquence une diminution significative de la rente ou du capital qui me sera versé lors de la liquidation de mes droits si l'évolution des marchés financiers d'ici là a été défavorable. »

Fait à, le

Signature de l'Adhérent/Assuré précédée de la mention « lu et approuvé ».

COMPARATIF DES CONTRATS

Le présent tableau reprend, sans être exhaustif, les principales caractéristiques des contrats PERP, Madelin, PREFON, COREM, PERCO, Article 83 et du PER LIGNAGE pour vous permettre d'en apprécier les principales différences et de prendre une décision en toute connaissance de cause.

Vous êtes informé que le transfert entraîne la perte des caractéristiques et garanties attachées au contrat transféré, et à ce titre, il convient de vérifier les conséquences de ce transfert au regard principalement des éventuelles garanties de taux dont vous pourriez bénéficier sur le support en euros, des modalités de la garantie en cas de décès, ainsi que des frais de toute nature.

Concernant le régime fiscal et social applicable, il est à préciser que chacun des produits relève d'un régime spécifique propre et qu'il convient, préalablement à tout transfert vers un PER LIGNAGE, d'examiner les conséquences fiscales issues d'un tel transfert (régime applicable lors du(les) versement(s), lors du règlement des prestations (en capital ou sous forme de rente viagère), et en cas de décès).

Notamment, en cas de transfert d'un contrat PERCO, vous serez soumis au régime social du nouveau contrat PER LIGNAGE sur les produits afférents aux versements antérieurs au transfert, ce qui aura comme conséquence de vous faire perdre le bénéfice des « taux historiques » de prélèvements sociaux applicables actuellement au PERCO sur les versements antérieurs au 1^{er} janvier 2018.

	PERP	MADÉLIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
NATURE DU CONTRAT	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire, prévu à l'article L. 144-2 du Code des assurances, dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire, prévu à l'article L. 144-1 du Code des assurances, dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	Ce contrat est prévu par le Code de la mutualité et notamment les articles L. 222-1 et suivants. Il a pour objet la constitution et le service d'un complément de retraite viager par points. Il est souscrit par une personne morale ou un employeur et le contrat peut être à adhésion obligatoire ou facultative.	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire par points prévu aux articles L. 441-1 et suivants du Code des assurances. Ainsi, chaque cotisation versée donne droit à un nombre de points correspondant au montant du versement (selon la classe de cotisation) et l'âge du titulaire au moment où est réalisé le versement.	Le PERCO est un dispositif de retraite supplémentaire dont les versements sont affectés à l'acquisition de titres financiers au travers de supports de placement.	Ce contrat d'assurance est un contrat de retraite supplémentaire à adhésion obligatoire dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	Ce contrat est un contrat de retraite complémentaire dont les versements sont affectés à l'acquisition de droits exprimés en euros et/ou de droits exprimés en unités de compte.	
QUALITÉ DE L'ADHÉRENT	Tous les actifs, salariés ou non-salariés.	Réservé aux travailleurs non-salariés non agricoles ou agricoles.	Personne physique ayant la qualité de membre ou salarié d'une personne morale ou d'un employeur, souscripteur d'un contrat collectif à adhésion facultative ou obligatoire.	Les agents de l'État et des collectivités locales.	Personne physique ayant la qualité de salarié, de dirigeant ou de chef d'entreprise (voire son conjoint ou partenaire de PACS ayant le statut de conjoint collaborateur ou associé) d'une entreprise ayant au moins 1 salarié et moins de 250 salariés, anciens salariés (sous certaines conditions).	Personne physique ayant la qualité de salarié de l'entreprise mettant en place le contrat.	Tous les actifs, inactifs, salariés ou non-salariés	
REVALORISATION DU CONTRAT	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Ce contrat ne prévoit pas de participation aux bénéfices contractuelle. La revalorisation des droits s'opère selon les règles spécifiques applicables à ce type de régime (voir dispositions contractuelles).	Ce contrat ne prévoit pas de participation aux bénéfices contractuelle. La revalorisation des droits s'opère selon les règles spécifiques applicables à ce type de régime (voir dispositions contractuelles).	La valeur des supports de placement sur lesquels sont investis les avoirs des titulaires, qui reflète la valeur des actifs sous-jacents, dépend en particulier de l'évolution des marchés financiers.	L'assureur fait participer les adhérents aux résultats techniques et financiers du support Sécurité (euros). S'agissant des supports en unité de compte, leur valeur, qui reflète la valeur des actifs sous-jacents, dépend en particulier de l'évolution des marchés financiers.	L'Assureur fait participer les adhérents au contrat aux résultats techniques et financiers du plan, distinctement pour chaque support (voir dispositions contractuelles).	
TAUX D'INTÉRÊT TECHNIQUE	0%	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Non	Non	Non	Voir dispositions contractuelles	Non
GARANTIES COMPLÉMENTAIRES	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Garantie en cas de décès pendant la phase de constitution (versée sous forme de rente).	Garantie en cas de décès pendant la phase de constitution des droits. Garantie allocation d'orphelin.	Non	Voir dispositions contractuelles	Existence d'une garantie complémentaire en cas de décès.	

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
COTISATIONS	Voir dispositions contractuelles.	Le versement des primes ou cotisations doit présenter un caractère régulier dans son montant et sa périodicité. Voir dispositions contractuelles.	Versements de cotisations annuelles, dont le montant est défini par l'adhérent, ainsi que des versements libres dits exceptionnels. Lorsque l'adhérent atteint l'âge limite de 74 ans, les versements s'arrêtent à la fin de l'année civile. L'ensemble des cotisations et versements ne peuvent excéder un montant maximal (voir dispositions contractuelles). La valeur d'acquisition du point COREM est prévue contractuellement.	Choix par le titulaire d'une classe de cotisation, laquelle peut être modifiée annuellement, qui détermine le montant des versements qui doivent être réalisés sur le contrat.	Versements libres ou programmés du titulaire (dans la limite de 25% de rémunération annuelle brute) Intéressement Participation de l'entreprise Le cas échéant, abondement de l'entreprise Les droits inscrits au Compte épargne temps (CET) ou à défaut, les sommes correspondant à dix jours maximum de repos non pris (le congé annuel ne peut être affecté que pour sa durée excédant 24 jours ouvrables) Transfert de sommes issues d'un PEE	Cotisations obligatoires versées par l'entreprise et/ou le salarié. Versements libres ou programmés du titulaire Les droits inscrits au Compte épargne temps (CET), ou à défaut, les sommes correspondant à 10 jours maximum de repos non pris (le congé annuel ne peut être affecté que pour sa durée excédant 24 jours ouvrables) (voir dispositions contractuelles).	Versements libres ou programmés au choix du titulaire sans âge limite de versement.	
MODALITÉS DE GESTION FINANCIERE	Par défaut, les versements sont affectés selon une allocation respectant des seuils prévus par la réglementation, (gestion dite pilotée comprenant une grille permettant de réduire progressivement les risques financiers). A minima une grille réglementaire + possibilité d'opter pour la gestion libre.	Choix pour l'assureur de proposer une allocation prédéfinie (gestion dite pilotée comprenant une grille déterminée par l'assureur) et/ou une gestion libre.	Pas de gestion financière due à la forme du régime (par points).	Pas de gestion financière dû à la forme du régime (par points).	Par défaut, les versements sont affectés en gestion dite pilotée comprenant au moins une grille permettant de réduire progressivement les risques financiers, telle que prévue par la réglementation, ainsi que la possibilité d'opter pour la gestion libre.	Choix pour l'assureur de proposer une allocation prédéfinie (gestion dite pilotée comprenant une grille déterminée par l'assureur) et/ou une gestion libre (voir dispositions contractuelles)	Par défaut, les versements sont affectés selon l'allocation du profil d'investissement « équilibré horizon retraite », tel que prévu par la réglementation (gestion dite pilotée comprenant une grille permettant de réduire progressivement les risques financiers). 3 grilles réglementaires sont proposées (prudente, équilibrée (par défaut), dynamique) + possibilité d'opter pour la gestion libre.	
COMPTABILITÉ AUXILIAIRE	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation prévue à l'article L. 144-2 du Code des assurances, spécifique aux PERP.	Voir dispositions contractuelles.	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation prévue à l'article L. 222-6 du Code de la mutualité.	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation, prévue à l'article L. 441-8 du Code des assurances, spécifique au contrat Prefon.	Non	Voir dispositions contractuelles	Existence d'une comptabilité auxiliaire d'affectation prévue à l'article L. 142-4 du Code des assurances, spécifique aux PER (avec possibilité d'intégrer d'autres produits de retraite).	
FACILITÉ DE TRANSFERTS SORTANTS	Les droits individuels d'un PERP peuvent être transférés vers un PERP ou un Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels d'un contrat Madelin peuvent être transférés vers un autre contrat, notamment vers un PERP, un article 83, un autre contrat Madelin ou un Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite.	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite (dans la limite d'un transfert tous les 3 ans si le titulaire n'a pas quitté l'entreprise ayant mis en place le PERCO).	Les droits individuels peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite (sous réserve que le salarié ne soit plus tenu d'y adhérer)	Les droits individuels du PER LIGNAGE peuvent être transférés vers tout Plan d'Epargne Retraite.	

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
FACULTÉ DE SORTIE AVANT L'ÉCHÉANCE (EN CAPITAL UNIQUEMENT)	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances). Sortie sous conditions pour les PERP de faible encours (prévue à L. 144-2 dudit Code). Sortie en capital sous conditions (à compter de la retraite ou de l'âge de 62 ans) pour l'achat de la première résidence principale.	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances).	Non	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances).	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 224-4 du Code monétaire et financier). Sortie anticipée pour achat de la résidence principale (hormis pour les versements obligatoires, lesquels ne pourront être rachetés pour ce motif).	Les cas de déblocages anticipés s'appliquant au PERCO sont définis à l'article R. 3334-4 du code du travail. Il s'agit des cas suivants : - décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité ; - expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire ; - invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité ; - situation de surendettement du participant ; - affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel.	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 132-23 du Code des assurances).	Cas de sorties anticipées : 5 cas pour accident de la vie (prévus à L. 224-4 du Code monétaire et financier). Sortie anticipée pour achat de la résidence principale (hormis pour les versements obligatoires, lesquels ne pourront être rachetés pour ce motif).
MODALITÉS DE SORTIES À L'ÉCHÉANCE	Sortie en rente viagère et/ou en capital (pour 20% maximum des encours).	Sortie en rente viagère.	La sortie peut être effectuée à compter de l'âge minimum requis pour la liquidation de la rente, fixée à date, à 62 ans. Si l'adhérent n'a pas demandé la liquidation après son 75ème anniversaire, l'Union Mutualiste Retraite y procède d'office sous forme de rente viagère non réversible. L'adhérent a toutefois la possibilité de demander la sortie à compter de l'âge de 55 ans. Le cas échéant, un coefficient d'anticipation s'applique. A l'inverse, en cas de sortie après l'âge de 62 ans, des coefficients d'ajournement s'appliquent (voir dispositions contractuelles).	Sortie en rente viagère. Faculté de sortir 20% en capital (conformément à l'article L. 132-23 du Code des assurances) et 80% en rente viagère. La sortie peut être effectuée à compter de l'âge minimum requis pour la liquidation de la rente. En cas de sortie avant l'âge de 60 ans, un coefficient d'anticipation s'applique. A l'inverse, en cas de sortie après l'âge de 60 ans, des coefficients d'ajournement s'appliquent (voir dispositions contractuelles).	Sortie en rente viagère et/ou en capital (hormis pour les versements obligatoires lesquels ne pourront être rachetés, par principe, qu'en rente viagère). La sortie peut être effectuée à compter de la liquidation de la retraite de l'adhérent dans un régime de base ou à l'âge mentionné à l'article L. 161-17-2 du Code de la sécurité sociale (62 ans).	Sortie en rente viagère uniquement ou en rente viagère et/ou capital (voir règlement du PERCO). La sortie peut être effectuée à compter de la liquidation de la retraite de l'adhérent dans un régime de base.	Sortie en rente viagère. La sortie peut être effectuée à compter de la liquidation de la retraite de l'adhérent dans un régime de base ou à l'âge mentionné à l'article L. 161-17-2 du Code de la sécurité sociale (62 ans).	Sortie en rente viagère et/ou en capital (hormis pour les versements obligatoires, lesquels ne pourront être rachetés, par principe, qu'en rente viagère).
GARANTIE DE TABLE DE MORTALITÉ À L'ADHESION	Voir conditions contractuelles.	Voir conditions contractuelles.	Non	Non	Non	Non	Voir dispositions contractuelles	Non

	PERP	MADELIN	COREM	Prefon1 (Droits acquis avant le 1 ^{er} décembre 2019 et non basculés dans le dispositif éligible au PER)	Prefon2 (Droits acquis après le 1 ^{er} décembre 2019 Dispositif éligible au PER)	PERCO	Article 83	PER Lignage
FRAIS	Voir conditions contractuelles.	Voir conditions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Voir dispositions contractuelles.	Voir règlement du PERCO	Voir dispositions contractuelles	<ul style="list-style-type: none"> Frais à l'entrée et frais sur versements : 4,50% maximum Frais en cours de vie de l'adhésion : <ul style="list-style-type: none"> Sur le support Sécurité en euros : frais de gestion maximum de 0,84 % annuels Sur les supports en unités de compte : frais de gestion maximum de 0,96 % annuels Sur les supports SCPI : frais de gestion annuels de 1,193% par an. En phase de rente : frais de gestion maximum de 0,84% annuels. Frais sur arbitrage (hors Gestion Horizon Retraite) : 0,50% des sommes arbitrées, dans la limite de 75 EUR par opération. <p>A ce taux s'ajoute 0,50 % pour un arbitrage provenant d'un programme d'arbitrages.</p> <ul style="list-style-type: none"> Frais en cas de transfert en sortie avant le 5^e anniversaire de l'adhésion et avant 62 ans : 1% maximum de l'épargne constituée transférée.
TARIFICATION DES RENTES EN L'ABSENCE DE GARANTIE DE TABLE	Utilisation de la table de mortalité en vigueur au jour de la demande de liquidation. Pour les contrats souscrits avant le 21/12/2012, l'assureur peut utiliser la table de mortalité spécifique à votre sexe.	Utilisation de la table de mortalité en vigueur au jour de la demande de liquidation. Pour les contrats souscrits avant le 21/12/2012, l'assureur peut utiliser la table de mortalité spécifique à votre sexe.					Utilisation de la table de mortalité en vigueur au jour de la demande de liquidation. L'assureur peut utiliser la table de mortalité spécifique à votre sexe.	Utilisation de la table de mortalité réglementaire en vigueur au jour de la demande de liquidation y compris en cas de transfert de contrats souscrits avant le 21/12/2012.

L'adhérent déclare avoir reçu un exemplaire de la présente demande de transfert, ainsi que le Document d'Information Clé pour l'Investisseur pour chaque OPC (Organisme de Placements Collectifs) choisi comme unité de compte, ou à défaut le document décrivant les caractéristiques principales des unités de compte choisies et le cas échéant de l'avenant/annexe concernant les supports ci-dessus choisis. Il certifie avoir pris connaissance des dispositions contenues dans ces documents.

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES :

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent document sont nécessaires pour la gestion de votre demande et l'exécution de votre contrat avec ORADEA VIE, société du Groupe SOGECAP, ainsi que pour répondre à ses obligations réglementaires ou administratives en vigueur telles que la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Elles seront conservées pour la durée de la relation contractuelle ou commerciale et jusqu'à expiration des délais de prescriptions légaux.

Toutes les données sont obligatoires sauf mention particulière figurant dans la documentation.

Ces données ainsi que toute information relative à votre demande pourront, au regard des finalités mentionnées ci-dessus, être communiquées aux autorités compétentes de type autorités fiscales, aux personnes morales du Groupe SOGECAP et du groupe SOCIETE GENERALE ainsi qu'en cas de besoin, à ses sous-traitants et prestataires, dans les limites nécessaires à l'exécution des finalités. Les transferts de données à caractère personnel rendus nécessaires interviennent dans des conditions et sous des garanties propres à assurer la confidentialité et la sécurité de ces données.

Vous pouvez consulter la page accessible à l'adresse <https://www.oradeavie.fr/fr/oradea-vie/donnees-personnelles/> pour obtenir plus d'informations sur la politique de protection des données du Groupe SOGECAP et sur les finalités de traitement de ces données.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, ainsi que de limitation du traitement. Vous pouvez également vous opposer à ce que vos données fassent l'objet d'un traitement, étant entendu que l'exercice de ce droit peut entraîner l'impossibilité pour ORADEA VIE d'exécuter votre demande.

Ces droits peuvent être exercés auprès ORADEA VIE - Direction de la Conformité - Service Protection des données - 17 bis place des Reflets - 92919 Paris La Défense Cedex, ou en suivant les instructions sur la page accessible à l'adresse <https://www.oradeavie.fr/fr/oradea-vie/donnees-personnelles/>.

Vous avez également le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Fait en trois exemplaires à, le

Signature de l'adhérent-assuré :